

LUTTE OUVRIÈRE

LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
POUR L'INDEPENDANCE DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA
MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

EDITORIAL

- | | Pages |
|--|-------|
| -LA SITUATION EN GUADELOUPE | 1 |
| -LES C.R.S. ONT ENTENDU L'APPEL DU PCG | 3 |

AXX ANTILLES

- | | |
|--|---|
| -LA MORT DE CHARLES BALAGNE | 5 |
| -HAITI: L'IMPERIALISME AMERICAIN PERD UN DE SES PROTEGES | 4 |

LE PREMIER MAI

6

SITUATION INTERNATIONALE

- | | |
|---|----|
| -PAKISTAN: LA LUTTE DU PEUPLE BENGALI TRAHIE PAR
SA PROPRE BOURGEOISIE | 7 |
| -QUAND LA CHINE SOUTIENT UNE DICTATURE REACTIONNAIRE | 9 |
| -LES ASSASSINS DU PEUPLE PALESTINIEN | 10 |
| -LE "DEGEL" ENTRE LA CHINE ET LES USA | 12 |
| -LE CONGRYS DU PCUS | 14 |

LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

15

L'AVORTEMENT: LE DROIT DES FEMMES A DISPOSER

D'ELLES-MEMES 17

ÉDITORIAL

LA

SITUATION

SOCIALE

EN

GUADELOUPE

Le 21 avril, de "violents incidents" ont eu lieu à Pointe-à-Pitre

Les piquets de grève mis en place par les lycéens de Baimbridge ont été sauvagement agressés par les forces colonialistes .

A l'heure à laquelle nous écrivons, nous n'avons encore aucune précision sur la façon exacte dont se sont déroulés ces événements, mais nous savons combien les journaux bourgeois et la radio minimisent systématiquement tout mouvement revendicatif dans nos pays .

Nous avons tous en mémoire les événements de Mai 1957 en Guadeloupe, qui n'ont été annoncés à la population en France, donc aux travailleurs antillais émigrés, que 8 jours après les événements, et sous une forme très atténuée .

Les affrontements de Pointe-à-Pitre ne peuvent pas étonner ceux qui connaissent le sort fait aux travailleurs et aux masses en Guadeloupe depuis de nombreux mois . Ces affrontements sont dans la logique d'une dégradation accélérée de la situation sociale en Guadeloupe depuis le déclenchement de la grève des travailleurs de la canne en janvier dernier .

Après la grève héroïque de nos camarades travailleurs agricoles, secteur après secteur, les travail-

leurs antillais sont entrés ou entrent en lutte contre les usiniers, le patronat et le gouvernement colonialiste français . C'est ainsi que les travailleurs du bâtiment entrent dans leur 9ème semaine de grève pour l'obtention du taux horaire à 4,90 f, alors que les employeurs s'obstinent à leur proposer seulement 3,65 F.

Dans tout le pays, avec le soutien des organisations ouvrières et étudiantes, de nombreux meetings de solidarité avec les coupeurs de la canne et les ouvriers du bâtiment se sont tenus . Dès le début, les lycéens et les étudiants de Baimbridge, les étudiants de Vizios, se sont solidarisés avec les grévistes, organisant la grève des cours et des réunions d'explication .

Devant ces réactions en chaîne des larges masses ouvrières et des étudiants, le pouvoir colonialiste multiplie les provocations et les mesures de répression . Les champs de cannes se sont trouvés en peu de temps quadrillés par les képis rouges qui arrêtaient, parfois frappaient les militants syndicalistes de l'Union des Travailleurs Agricoles (U.T.A.) .

Trois militants de l' U.T.A., ARDENT, LANDRE, et GOSTYMEM, furent arrêtés et traduits en justice par le tribunal de Basse-Terre . Le jour du procès, environ 300 personnes venues au Palais de Justice pour assister au procès, se virent agressées par les forces de l'ordre .

Pris de colère, les travailleurs se regroupèrent et ce furent 5.000 personnes qui manifestèrent dans les rues de Basse-Terre, puis de nouveau devant le Palais de Justice , et seule l'annonce de la libération immédiate de ARDENT, LANDRE, et GOSTYMEM, les dispersa

De leur côté, les travailleurs de la S.P.D.E.G. dont les locaux furent envahis le 31 mars par les képis rouges, loin de se laisser intimider ont déclenché une grève de 2 jours et présenté leurs revendications aux patrons de la S.P.D.E.G.

Après ces camouflés portés au Préfet BRUNON et aux usiniers, nous savons que la lutte entre dans une phase cruciale en Guadeloupe . Pour le pouvoir colonial, il est important de briser cette montée de l'agitation sociale, de rétablir par tous les moyens y compris dans le sang et par la terreur policière, son pouvoir chaque jour bafoué (mai 67 est là pour nous le rappeler)

Jusqu'ici nos camarades ont su s'organiser pour résister à la provocation et pour continuer la lutte . Car ils savent que le combat qu'ils mènent actuellement n'est qu'une étape, dont il est vital qu'ils sortent plus forts et plus organisés, pour les luttes à venir .

A BAINBRIDGE LES C.R.S.
ONT ENTENDU L'APPEL
DU P.C.G.

" La Section Communiste, consciente de sa responsabilité, déclare que si l'administration continue à se montrer complaisante à l'égard de l'agitation démagogique des gauchistes et laisse transformer le lycée en une tribune anticomuniste, elle appellera les travailleurs, les parents d'élèves, tous les démocrates conscients à passer à l'action et à venir au lycée administrer la riposte nécessaire et mettre fin à l'action néfaste des gauchistes "

(Extrait de l'Etincelle du 10.IV.71
journal du P.C.G.)

Qu'est-ce que ce communiqué, sinon un appel à la répression contre les lycéens ?

HAÏTI

L'impérialisme américain perd un de ses protégés

En Haïti, île proche de la Martinique et de la Guadeloupe, le féroce dictateur François Duvalier, dit "Papa Doc", vient de mourir. Elu à la présidence en 1957, avec l'appui de l'armée, puis neutralisant l'influence de celle-ci à l'aide de ses "tontons-macoutes", sorte de milice personnelle composée d'assassins et de repris de justice, il ne cessa d'exercer une sanglante répression sur la population haïtienne.

C'est par centaines, sans doute, que se comptent les victimes de la dictature de Duvalier, qui pour conserver le pouvoir fit assassiner impitoyablement les opposants, prêter parfois de prétendus complots pour éliminer ceux qui pourraient se présenter en concurrents éventuels.

Le bilan économique et social de ce que Papa Doc appela pompeusement "la révolution duvaliériste" est lamentable : Haïti vient au dernier des pays d'Amérique latine pour l'alphabétisation (93% d'illettrés) et détient également le record pour la sous-alimentation.

Pour se maintenir au pouvoir, Duvalier, on l'a vu, s'appuyait en grande partie sur ses bandes armées, les "tontons-macoutes" qui faisaient régner sur l'île une véritable terreur. Il profitait également de l'ignorance dans laquelle il maintenait les masses pour s'appuyer sur leurs superstitions, en s'attribuant des pouvoirs surnaturels.

Mais il est évident que Papa Doc n'aurait pu continuer à exercer sa sanglante dictature sans la complicité et même l'appui des états impérialistes, et en particulier de l'impérialisme américain.

En effet les Etats-Unis, qui exercèrent un impitoyable blocus envers la Chine et Cuba, et empêchèrent la Chine d'adhérer à l'ONU (sous prétexte que le régime chinois actuel ne représentait pas la Chine) ne firent rien pour s'opposer à la dictature de Duvalier. Mieux encore, ils acceptèrent sans broncher la présence d'un représentant du régime dictatorial à l'ONU (sans doute est-il, lui, "représentatif"). Les relations commerciales entre les Etats-Unis et Haïti, après quelques "bouderies", sont plus florissantes que jamais.

C'est que l'impérialisme américain a finalement tout à gagner

de la présence de semblables despotes en Amérique Latine, et principalement dans la zone des Caraïbes. Non seulement ils constituent un rempart contre le soulèvement éventuel des masses laborieuses, mais en plus, dans le cas de Haïti, sa situation géographique en fait une base de premier ordre pour pouvoir intervenir rapidement contre Cuba.

Aujourd'hui Duvalier est mort, et c'est son fils, qu'il désigna pour lui succéder, qui est désormais à la tête de l'Etat haïtien. La disparition de Papa Doc n'a malheureusement rien changé à la misère et à l'oppression que subissent les travailleurs haïtiens.

Et ce n'est que par leur lutte, en comptant sur eux-mêmes et non sur l'aide des pays soi-disant "démocratiques", qu'ils pourront balayer le régime sanglant qui les opprime.

JUL JEAN-CHRISTOPHE

charles balagne est mort
continuons son combat!

Dans la nuit du 5 avril dernier, le secrétaire de l'U.T.A. (Union des travailleurs agricoles) Balagne, qui revenait d'une réunion syndicale, fut tué par une voiture.

La police a rapidement conclu à un accident, mais les travailleurs ont le droit de se poser des questions sur cette mort survenue dans des circonstances troublantes, voire mystérieuses. Il ne faut pas oublier que Charles Balagne, à la tête de l'U.T.A. avait dirigé la grande grève des ouvriers agricoles et que certains pouvaient avoir intérêt à sa disparition.

Les travailleurs ont perdu un militant actif, dévoué à leur cause, qui avait en outre des qualités d'organisateur. Mais les fruits de son oeuvre demeureront. Son exemple doit inciter d'autres travailleurs à entrer dans la lutte et à la mener fermement, jusqu'à l'instauration du pouvoir ouvrier.

LE 1^{er} MAI

La II^{ème} Association Internationale des Travailleurs avait décidé de faire du 1^{er} Mai, journée commémorative de l'assassinat par les hommes de main de la bourgeoisie Nord-Américaine de six militants syndicalistes de Chicago, une journée de grèves chomée dans tous les pays, une manifestation à l'échelon mondial de la lutte du prolétariat

Et, pendant de nombreuses années, malgré une dure répression par l'armée et la police, chaque 1^{er} Mai voyait se dérouler de puissantes manifestations de la solidarité ouvrière internationale : grèves, meetings, combats de rue contre les forces de l'ordre bourgeois

~~Bien qu'elle ne soit pas parvenue~~ à empêcher de telles manifestations, la bourgeoisie a réussi à leur enlever tout caractère révolutionnaire en transformant ce jour de lutte..... en une douceuse fête champêtre .

En France, le 1^{er} Mai fut officiellement consacré "Fête des Travailleurs par PETAINE, que nul ne pourrait soupçonner d'aimer particulièrement les travailleurs, et ceci avec l'assentiment des organisations social-réformistes de la classe ouvrière de France.

Aujourd'hui en effet, pour la C.G.T. et le P.C., le 1^{er} Mai se réduit à quelques articles de circonstance parus dans "l'Humanité" ou dans la "Vie Ouvrière", hebdomadaire de la C.G.T., et il en est de même pour le P.C.G. avec "l'Étincelle" ou le P.C.M. avec "Justice"

Pour nous, révolutionnaires Antillais luttant pour le socialisme, le 1^{er} Mai reste une journée des travailleurs en lutte . Travailleurs en lutte aux Antilles mêmes : travailleurs agricoles de la Guadeloupe qui résistent depuis janvier aux usiniers ; travailleurs du bâtiment en Martinique comme en Guadeloupe ; travailleurs de la S.P.D.E.G., mais aussi de tous les travailleurs en lutte de par le monde, car le prolétariat est une classe internationale, il subit par tout la même oppression, la même exploitation, il est opposé partout aux mêmes ennemis, les bourgeois, les riches, les possédants . Et sa force, c'est sa solidarité internationale . Le 1^{er} Mai doit être le symbole de cette solidarité par dessus les frontières .

IGNACE

PAKIS'TAIN

LA LUTTE DU PEUPLE BENGALI TRAHIÉ PAR SA PROPRE BOURGEOISIE

Depuis le vendredi 27 mars, le Pakistan est déchiré par la guerre. Le conflit a éclaté lorsque le Pakistan Oriental ou Bengale a voulu se rendre indépendant du Pakistan Occidental .

Pour situer ce conflit, il est indispensable de savoir que les deux territoires qui constituent le Pakistan sont situés à 2.000 Kms . l'un de l'autre, aux deux extrémités de l'Inde . Du fait de leur éloignement géographique, les coutumes les moeurs, la langue des deux Pakistan diffèrent notablement. La décision de les réunir dans un même état, en méprisant leur originalité fut évidemment une absurdité. Mais l'impérialisme britannique qui avait régné sur la péninsule indienne en opposant les Hindous et les musulmans trouvait commode pour perpétuer sa domination de créer un état Hindou "Inde" et un état musulman, "les deux Pakistan " . Il est donc le premier responsable de la situation.

De son côté, le gouvernement central, qui se trouve au Pakistan Occidental a toujours favorisé sa zone au détriment du Bengale . Donc l'unité n'a profité qu'au Pakistan Occidental qui se réserve partout la meilleure part (postes clés de l'administration et de l'armée) . Et, malgré les dernières élections à l'assemblée commune, qui ont donné la majorité aux bengalis; partisans de l'autonomie, le gouvernement, en la personne de Yahia KHAN s'est refusé à tout changement . La pression des masses du Bengale a alors poussé le leader autonomiste bengali, Sheik Mujibur Rahman à proclamer l'indépendance du pays . De son côté Yahia KHAN prenait froidement la décision de noyer dans le sang cette tentative de sécession . La saignée fut d'une férocité inouïe. Personne n'a de chiffre sûr mais on parle de centaines de milliers de morts . Les troupes de Yahia KHAN massacrèrent en une nuit presque toute l'élite intellectuelle du pays et une bonne partie de la population urbaine, tirant à vue sur les bengalis sans armes .

Ceci dit, actuellement , l'indépendance du Bengale est fort compromise . A cause de l'intensité de la répression sans doute, mais aussi, et surtout, à cause des hésitations et trahisons du parti de Mujibur Rahman, la ligue AWAMI . Plus la répression s'exerce contre elle et le peuple bengali, et moins la ligue AWAMI parla

de combattre , refusant d'armer et d'organiser les nombreux volontaires qui affluent vers elle . C'est qu'en effet, la ligue AWAMI est un parti bourgeois dont la seule intention est de prendre la place des hauts fonctionnaires de Yahia KHAN, c'est à dire d'exploiter les masses pour son propre compte . Elle ne veut donc absolument pas les armer, car elle a peur qu'après l'indépendance, les ouvriers exploités et les paysans affamés tournent leurs armes contre leurs oppresseurs de l'intérieur et, elle a jugé que, tout compte fait, il valait encore mieux abandonner ce pays à Yahia KHAN que de risquer d'avoir à répondre un jour aux légitimes exigences des masses .

Les événements du Pakistan montrent à quel point la bourgeoisie des pays sous développés est timorée, paralysée par la peur des masses . Cette peur des masses ne va pas jusqu'à l'abandon de l'objectif d'indépendance, mais elle est toujours une préoccupation fondamentale pour les bourgeois . S'ils veulent l'indépendance, c'est pour assurer les intérêts de leur classe . Pour eux, mener une lutte de libération nationale, cela veut dire se servir des masses comme d'un instrument pour se hisser au pouvoir, puis se débarrasser d'elles . Leur appel à l'unité du peuple tout entier sans distinction de classe n'est qu'un masque hypocrite, qu'elles jetteront ensuite .

A leur tour, les masses doivent tirer de cela toutes les conclusions qui s'imposent . Au lieu de marcher à la traîne d'une classe ennemie, elles doivent s'organiser elles mêmes pour mener la lutte à leur profit, considérant toute alliance avec la bourgeoisie comme accidentelle , provisoire et dépourvue de toute solidité .

Aux Antilles aussi, la bourgeoisie, si faible soit elle peut parier sur l'indépendance et essayer de se hisser à la tête de la lutte de libération nationale . C'est aux masses et particulièrement aux ouvriers, organisés dans un parti ouvrier révolutionnaire qu'il appartiendra de refuser ce marché de dupes, en se souvenant, entre autres, de l'exemple du Pakistan .

Noël CANTIUS

QUAND LA CHINE SOUTIENT UNE DICTATURE RÉACTIONNAIRE

Dans une lettre adressée au général Yahia KHAN, CHOU-EN-LAI
1er ministre chinois a déclaré :

"Nous sommes certains que grâce aux contacts que vous et vos collaborateurs multipliez, et grâce à tous vos efforts, la situation au Pakistan redeviendra normale... L'unité du Pakistan et des peuples des provinces occidentales et orientales du pays est une garantie essentielle pour que celui-ci survive et trouve la prospérité et la puissance. Il faut distinguer la grande masse du peuple d'une poignée de gens qui ne pensent qu'à saboter l'union du Pakistan".

Voilà donc sur ce problème la position d'un homme qui se dit communiste, chef d'un pays que l'on dit "socialiste". Ainsi donc, les dirigeants "communistes" chinois préfèrent s'adresser à un chef d'état parfaitement réactionnaire pour le soutenir et ... l'encourager à faire régner l'ordre.

Que la Chine prenne position en faveur de l'unité du Pakistan, soit ! Il est certain qu'un fractionnement plus grand de la péninsule indienne est déplorable; Mais le responsable de la situation qui conduit à la sécession ne sont pas les masses opprimées du Bengale, mais bien la féroce dictature de Yahia KHAN au service des privilégiés du Pakistan occidental et au service de l'impérialisme.

Entre la dictature et les masses opprimées, Pékin a choisi. Il a choisi la dictature car Yahia KHAN est un allié diplomatique qu'il convient de ménager. L'attitude de la Chine à l'égard des masses Bengali est révélatrice, mais elle n'est pas nouvelle. Ce n'est ni un accident ni une erreur. L'intérêt des masses populaires opprimées de quelque pays que ce soit ne rentre pas en ligne de compte pour les dirigeants chinois.

Si la Chine parle si souvent de soutien aux peuples du tiers monde, c'est parce que cela sert sa lutte contre l'isolement et parfois ses intérêts économiques. Mais lorsque ses intérêts diplomatiques et économiques sont du côté des despotes réactionnaires, elle laisse tomber le masque. Elle défend ses intérêts propres, ses intérêts d'Etat bourgeois et c'est tout .

Marianne FIBUS

LÈS ASSASSINS

DU PEUPLE PALESTINIEN

En Jordanie, après la répression sanglante exercée par les troupes du roi Hussein contre les vestiges des commandos palestiniens, ceux-ci ont été contraints de quitter Amman, la capitale et de livrer leurs armes.

Ainsi, le conflit qui opposait en Jordanie les palestiniens au pouvoir réactionnaire de Hussein s'est réglé en faveur de ce dernier pour l'instant du moins.

Ainsi, les commandos palestiniens ont eu à subir les attaques non des israéliens, mais de soi-disants alliés qui se sont conduits envers eux avec la dernière férocité. Et les autres gouvernements arabes, qui se prétendent les meilleurs soutiens de la résistance palestinienne, se sont croisés les bras devant le spectacle, se contentant de faire connaître leur "réprobation", et appelant à la réconciliation entre "frères" qui ne se sont heurtés qu'à la suite d'un malentendu.

En réalité, cette attitude de la part de Hussein n'a rien de surprenant. A la tête d'un système archaïque, il n'a pour ligne de conduite que la défense de ses privilèges et de ceux des classes dirigeantes qui le soutiennent. Les intérêts du peuple palestinien, il ne les met en avant que dans la mesure où ils se prêtent aux exigences de sa propre politique.

La raison essentielle pour laquelle le rapport de forces a évolué si nettement en faveur de Hussein, il faut la trouver dans l'attitude des dirigeants de la résistance palestinienne à son égard, comme à l'égard d'ailleurs de tous les gouvernements arabes en place.

Les fédayin, il y a un an à peine, avaient instauré en Jordanie une situation de véritable double pouvoir, et il était à leur portée de jeter bas le régime réactionnaire de Hussein.

Mais, de l'ouïement en compromis, de tergiversations en concessions, ils permettaient à Hussein de réorganiser ses forces, tandis qu'eux-mêmes, traitant avec le gouvernement au lieu de s'appuyer résolument sur les masses populaires jordaniennes, perdaient peu à peu la confiance que celles-ci pouvaient leur accorder. C'est ainsi qu'ils se retrouvèrent isolés et ne purent opposer qu'une faible résistance aux attaques des Bédouins de Hussein.

Ceci constitue un sévère rappel du fait que dans la lutte sociale, la moindre tergiversation peut avoir des conséquences fatales. Les palestiniens, en l'occurrence, paient très chèrement les erreurs commises par leurs dirigeants.

Mais la leçon, pour dure qu'elle soit, ne doit pas être inutile. Elle a montré aux palestiniens que la véritable frontière qui les sépare de leurs ennemis n'est pas la frontière entre Israël et les pays arabes, mais que c'est une frontière de classe. Certes, le gouvernement sioniste réactionnaire qui dirige Israël est leur ennemi implacable, mais les classes dirigeantes des pays arabes ne le sont pas moins.

La voie de leur libération passe par la lutte contre les uns et les autres. Et dans cette lutte, ils se retrouveront finalement aux côtés des exploités, et des pauvres d'Israël.

MAX RODON

LE DÉGEL ENTRE LA CHINE ET LES USA?

AMORCE D'UN TOURNANT DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE ?

La presse écrite et parlée annonçait il y a quelque temps un "dégel" dans les relations entre la Chine et les Etats-Unis. Présentant l'événement comme une surprise de taille, ils en mettaient à l'origine l'invitation par les autorités chinoises d'une équipe de ping-pong américaine, en tournée au Japon.

Le prétexte était pour le moins léger, et la supercherie n'a trompé que ceux qui voulaient bien s'y laisser prendre ; en fait, la reprise des relations sino-américaines est due à des raisons d'un tout autre ordre, à savoir, en premier lieu, à l'amorce d'un tournant dans la politique américaine, car le tournant vient bel et bien des USA, pour la simple raison que l'isolement de la Chine leur est imputable.

C'est en effet Washington qui avait choisi au lendemain de l'accession au pouvoir de Mao-Tsé-Toung, de briser le régime de celui-ci en soumettant la Chine à un blocus économique et politique total.

Le blocus économique était impitoyable, et devait durer un quart de siècle. Un blocus politique fut également mis en oeuvre, les Etats Unis faisant pression sur les autres pays pour qu'ils coupent à leur tour toute relation avec la Chine. Celle-ci ne fut pas admise à l'ONU les Etats-Unis faisant siéger à sa place ... Tchang-Kai-Tchek, qui, prenant sa retraite de dictateur dans la petite île de Formose, n'en prétendait pas moins représenter la Chine toute entière.

La Chine, quant à elle, ne s'était jamais complue dans cet isolement qui lui était imposé, elle n'a jamais accepté de gaité de coeur la rupture totale avec le monde occidental. Elle ne manqua aucune occasion d'élargir la plus légère faille qui apparaissait dans le blocus américain, comme elle n'a jamais ménagé ses efforts pour entrer à l'ONU.

La politique américaine d'isolement a montré depuis 1949 son inefficacité totale. Elle n'a nullement conduit Mao à résipiscence. Ce n'est pas la première fois qu'on envisage dans certains milieux politiques américains de la réviser. Mais c'est probablement le déroulement de la guerre d'Indochine et plus précisément l'offensive du 7^èt qui a montré l'incapacité des troupes américaines de l'emporter, qui a le plus pesé sur la politique de Washington à l'égard de la Chine.

Les dirigeants américains savent que tôt ou tard il faudra retirer leurs troupes de la péninsule indochinoise. Mais ils savent aussi qu'un règlement global du problème ne pourrait être effectif s'ils continuaient à "ignorer" la Chine, et à la mettre en dehors des débats.

En effet, ils ne veulent pas quitter l'Asie sans tenter d'assurer leurs arrières, et pour cela ils ont besoin, sinon de l'appui, du moins de la neutralité de la Chine. Bien sûr, la reprise des relations sino-américaines en est encore à ses balbutiements : les Etats-Unis n'ont consenti jusqu'à nouvel ordre qu'à un certain relâchement du blocus économique qu'ils exerçaient vis-à-vis de la Chine.

En fait, les Américains ne peuvent changer trop brusquement de politique, sans risquer de perdre la confiance des divers gouvernements fantoches (Corée du sud, Thaïlande, Sud-Vietnam, etc...) qui n'existent que par leur soutien. Tchang-Kaï-Tchek lui-même, sentant le vent venir, a déjà envoyé aux Etats-Unis plusieurs protestations contre ce qu'il considère comme une trahison.

Mais le processus, pour lent qu'il soit, n'en est pas moins irréversible, et la reconnaissance de la Chine par les Etats-Unis sera sans doute un fait accompli dans un avenir peu éloigné.

CLAIRE GOYA

LE CONGRÈS DU P.C.U.S.

Le XXIV^e Congrès du Parti Communiste russe, qui s'est déroulé le mois passé a été aussi terne, aussi inintéressant que possible. Rien n'est venu perturber le monotone monologue des orateurs, pas la moindre discussion, pas le moindre affrontement d'idées. Les commentateurs chevronnés n'auront même pas la satisfaction d'épiloguer sur les causes et les conséquences possibles d'éventuels changements hiérarchiques dans la direction politique : ces changements étaient peu nombreux et sans grande signification .

Le congrès était donc tel qu'il devait être aux yeux des dirigeants du Kremlin, et tel que tous les autres congrès l'ont été depuis que la dégénérescence de l' Union Soviétique a transformé le Parti bolchévique de parti du prolétariat révolutionnaire en parti de la bureaucratie russe, à savoir une cérémonie pompeuse, mais parfaitement vide ; car rien ne s'y décide et rien ne peut même s'y discuter .

La bureaucratie n'opprime pas seulement le prolétariat russe, il ne lui est même pas possible d'assurer la démocratie à son propre usage et dans ses propres rangs. Les décisions ne se prennent pas publiquement, démocratiquement, elles naissent dans la petite coterie dirigeante que nul ne contrôle. Et si, d'aventure, une sourde lutte oppose deux fractions au sein de cette demi-douzaine de personnes qui dirigent l'URSS, on se garde bien d'en appeler devant le congrès. Quand celui-ci est convoqué, c'est qu'une fraction l'a déjà emporté et qu'elle est sûre de son affaire.

Depuis la mort de Staline, bien de ceux qui ont brigué sa succession ont été éliminés, parfois physiquement comme BERIA, parfois envoyés en retraite forcée comme KROUCHTCHEV, mais aucun de ces changements n'a été décidé en congrès, pas plus qu'aucune orientation politique nouvelle n'en sortit.

Alors que l'"Étincelle", "Justice", ou autre "Humanité" débitent leurs fadaïses remplies d'admiration à l'égard de ce congrès, c'est bien normal. Tous ces gens ont la même conception de la démocratie...

G. RASSAMY

STATUT UNIQUE POUR LES FONCTIONNAIRES

Un nombre très important de nos camarades antillais, réunionnais, guyanais travaillant en France, sont employés par le secteur public, essentiellement dans les hôpitaux, aux P & T, dans les douanes. Et il est vrai que la fonction publique a de très longue date une réputation (soigneusement entretenue par l'Etat Patron) en ce qui concerne la sécurité de l'emploi, les avantages sociaux, une retraite assurée qui ne peut qu'attirer ceux qui sont à la recherche d'un emploi depuis des semaines, des mois, voire des années .

En réalité ces prétendus "avantages " des fonctionnaires de l'Etat par rapport aux travailleurs du secteur privé, réels quoique fort limités dans le passé, se sont de plus en plus dévalués au fil des décennies quand ils ne se retournaient pas purement et simplement contre les fonctionnaires .

De plus, en contrepartie d'une sécurité de l'emploi assez réelle, (il est très rare de voir licencier des fonctionnaires titulaires) l'Etat Patron a pu, et ne s'en est nullement privé, maintenir les salaires qu'il octroie à des taux très bas et en tout cas inférieurs actuellement aux salaires de la majeure partie des travailleurs des entreprises privées

D'un autre côté le nombre des travailleurs de la fonction publique qui bénéficie de ce qui reste d'avantages diminue sans cesse. En effet, l'Etat multiplie le nombre "d'auxiliaires de la fonction publique", catégorie scandaleusement sous payée et révoquant, sans préavis, du jour au lendemain . L'auxiliaire, en particulier dans les P & T, effectue le même travail que l'agent ou le préposé qui eux sont titulaires, mais lui, l'auxiliaire, peut sous menace de licenciement immédiat être soumis à toutes sortes de pressions (impossibilité de se syndiquer, de faire grève.....)

En dépit de quelques avantages sociaux réels des fonctionnaires par rapport aux autres travailleurs (limite relativement basse de l'âge de la retraite notamment) on assiste de plus en plus à une progressive dégradation du niveau de vie de ceux qui "bénéficient" du statut de la fonction publique, liée à la dégradation générale du niveau de vie des travailleurs aujourd'hui .

C'est ce que semblent avoir compris les fonctionnaires qui, le 30 mars dernier ont manifesté à Paris de l'Hôtel de ville au Ministère des Finances, essentiellement pour de véritables augmentations de leurs salaires . Les travailleurs de la fonction publique ont raison de se battre pour leur niveau de vie, mais cette lutte ne peut être efficace que si elle réunit tous les travailleurs de la branche, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires. Ce qui signifie qu'il faut rejeter catégoriquement toute tendance au corporatisme qui est souvent présente dans les revendications syndicales .

Les titulaires n'ont aucun intérêt à transformer leurs avantages en privilèges dont seraient exclus les auxiliaires ; ce serait là, le meilleur moyen de dresser l'une contre l'autre, les deux catégories . Une telle attitude aboutirait à un isolement que l'Etat-Patron ne tarderait pas à faire lourdement payer et aux titulaires , et aux auxiliaires .

Unifier leurs revendications pour un statut unique de tous les travailleurs de la fonction publique est au contraire leur seule garantie de succès . Les titulaires et les auxiliaires font le même travail, ils doivent bénéficier des mêmes avantages et des mêmes garanties.....

Georges RASSAMY

pour le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes

Un projet de loi a été présenté devant l'Assemblée, portant sur la légalisation de l'avortement dans des cas bien précis : viol, inceste, si la vie de la mère est en danger et enfin, si la malformation de l'embryon est certaine . Ces propositions pour le moins timorées, ont trouvé une masse de bien-pensants à la bourse pleine et principalement du sexe masculin, pour dénoncer son caractère essentiellement criminel .

Pour les défenseurs inconditionnels de l'embryon, il s'agit de mener à son terme une grossesse au mépris le plus absolu de ses conséquences . Du corps médical à l'église (qui interdit à ses prêtres et religieuses d'avoir des enfants) en passant par les généraux et amiraux (ils ont besoin de bras pour la guerre), chacun y va de sa chanson . Un abbé n'hésite pas à écrire : "Pour moi chrétien, le petit enfant même malformé, qu'on laisse venir à la vie porte le témoignage de Dieu...." et le professeur LEJEUNE propose l'abstinence (aux femmes seulement) comme seul contraceptif . Pour un médecin, c'est limité !.....

Ce sont ces mêmes moralistes qui assimilent l'avortement à l'infanticide et qui s'opposent à toute forme de contraception, qui prônent et même pratiquent la vente libre des contraceptifs et même la stérilisation (en Inde par exemple) pour résoudre le problème des pays que l'on maintient dans le sous développement . Ils n'ont pas hésité à modifier la législation en vigueur en France pour permettre et encourager la diffusion des contraceptifs dans les "D.O.M." . Ces gens si prompts à organiser des associations pour la défense du fœtus, pourquoi ne créent-ils pas des comités de défense des enfants (eux bien vivants), que les Etats-Unis tuent journellement au Vietnam? que font-ils pour que des millions d'enfants ne meurent pas de faim chaque année ? Ce sont également ces bien pensants qui pour échapper aux "scandales", moyennant un alignement de gros billets, envoient leur femme ou leur fille en Suisse .

Face à un tel flot d'hypocrisie, il y a les véritables intéressées, ces milliers de femmes qui se font avorter chaque année dans les pires conditions parce qu'elles n'ont pas d'argent ou de relations . Certaines d'entre-elles n'ont pas hésité à proclamer au grand jour qu'elles avaient eu recours à cette solution, et récla-

ment la liberté de disposer de leur corps sans que personne ne vienne les juger et les condamner . Car si tous ces tartuffes organisent cette "croisade des coeurs" et veulent imposer à toute une population leur point de vue, ils ne font rien pour aplanir les difficultés qu'un couple ou qu'une femme seule rencontre inévitablement avec l'arrivée d'un enfant et voire de plusieurs. Combien y a-t-il de crèches? combien coûte une nourrice? y a-t-il suffisamment d'écoles? Autant de questions dont ces gens-là ne se soucient guère .

Pour nous socialiste, l'avortement n'est pas une solution humaine aux problèmes du couple mais, tant que la naissance d'un enfant sera pour la plupart une catastrophe aussi bien sur le plan de l'équilibre matériel que psychique, nous défendrons le droit à tout individu et principalement la femme, de procréer quand cela lui paraîtra opportun, en attendant de pouvoir construire une société où chacun pourra choisir en toute liberté d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants .

Claire GOYA

CE QUE NOUS VOULONS

La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but :

- de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleurs, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.
- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance politique de l'impérialisme français.
- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et paysans.
- de veiller par la propagande et l'organisation à ce qu'après l'indépendance le peuple reste en armes jusqu'à ce que ses revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir sans que personne puisse l'accaparer et le lui ôter.
- à agir au sein des classes ouvrières américaine et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes, à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.